

Plus un "FRANC-TIREUR" au monde ne pourra encore faire passer les assassins de MAC GEE pour des défenseurs de la démocratie.

ORGANE DE DÉFENSE
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE



SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14^e) — Téléphone : Suffren 62-31

C.C.P. Mlle Picard 5660-38 Paris

Dans la campagne électorale le P.C.I. défendra LE PROGRAMME DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE

Halte à la répression contre les travailleurs Nord-Africains

Le 1^{er} mai dans de nombreux endroits la police a violemment chargé contre les travailleurs nord-africains qui participaient aux défilés des organisations ouvrières. Comme il pouvait être difficilement question d'interdire aux travailleurs algériens de défiler ce jour-là au milieu des travailleurs français, leurs frères de classe, le gouvernement de Queuille, Thomas et Cie a cru que la manière forte, habituelle à la fiscalité suffragante, était la plus sûre.

A l'approche des élections le gouvernement entreprend maintenant une action contre ceux qui, les Algériens ont envoyé malgré lui à l'Assemblée Nationale aux dernières élections. La levée de l'immunité parlementaire du M.T.L.D. Khider a déjà été votée par la commission compétente et va être incessamment soumise à l'Assemblée. Khider était déjà poursuivi en tant qu'organisateur du fameux « comité séparatiste » pour lequel 23 militants viennent d'être sévèrement condamnés à Alger. Comme ce n'était sans doute pas suffisant pour compromettre sa réélection, la police vient de l'impliquer dans un hold-up commis en 1947 contre la poste d'Oran. Et c'est pour « association de malfaiteurs » que nos bons députés démocrates vont envoyer en Cour d'Assises leur collègue du Parlement.

Mais, ni la violence contre la classe ouvrière, ni les machinations contre ses représentants n'arrêteront les Algériens.

Le sous-ministre Thomas s'est adressé dernièrement à eux à la radio brandissant une fois de plus l'étendard de la « propagande communiste » maudissant les « mauvais bergers qui etc... » et promettant des promesses aux menaces. La meilleure réponse à Thomas et à ses sbires c'est le M.T.L.D. qui la donne dans sa déclaration de mai, dont, faute de place, nous ne pouvons malheureusement citer qu'un extrait :

« Le « responsable des questions d'Algérie » a pris son plus beau ton paternaliste pour parler des mesures que le gouvernement entend prendre pour « aider les travailleurs nord-africains de la métropole ». Il a annoncé le vote de crédits qui selon lui doivent faire patienter les centaines de milliers de chômeurs. On se rend compte que M. Thomas n'entend pas les échos des assemblées syndicales des travailleurs nord-africains en France. Ceux-ci lient le problème de leur misère à celui du colonialisme qu'ils doivent abattre pour connaître un sort meilleur. Tant que le colonialisme durera il y aura des Algériens qui seront contraints d'émigrer en France pour connaître un sort misérable. Tant qu'il y aura des gouvernements colonialistes comme M. Thomas il y aura des centaines de milliers de chômeurs algériens en France. Les « patronages », les « centres d'entraide » et les « comités de préférence » ne trompent personne. Les Algériens veulent du travail et la liberté.

« M. Thomas n'a pas manqué de parler en policier. Il a menacé les Algériens des foudres de sa répression. La répression de Thomas nous la connaissons. C'est les saisies permanentes de « l'Algérie Libre », c'est les rafles monstres, les milliers d'arrestations de septembre 1950, les réunions interdites et les provocations sanglantes du 1^{er} mai. Mais, M. Thomas semble avoir pas compris une chose. Les dirigeants qu'il menace et les militants qu'il veut « séparer » sont solidaires d'un même combat contre les forces réactionnaires qui le présente. C'est qu'il appelle à « méfiance » et ceux qui l'ont fait « méfiance » sont faits d'une même chair et d'une même foi patriotique. Ils sont à l'avant de la lutte pour la libération. »

Joan DUCHENE.

Après des mois de marchandage, de chantage et de corruption, le gouvernement a obtenu de sa majorité une loi électorale ouvertement destinée à assurer la survie au parlement futur de cette majorité qui représente une minorité de voix dans le pays. La bourgeoisie a ordonné à ses valets qu'ils prêtent le mythe de leur « légalité démocratique » et du « suffrage universel égal et secret ». Il lui fallait réduire la représentation des masses ouvrières et le nombre de sièges du P.C.F.

La finance et le patronat espèrent tirer de ce truquage, un parlement qui leur nuira leur politique de répression anti-ouvrière et de préparation à la guerre, pour faire front à l'essor des grandes luttes de classes qui montent en France comme dans les autres pays d'Europe occidentale et du monde.

Dans cette situation, le Bureau politique du P.C.I. après avoir pesé les difficultés de toutes sortes créées par les dispositions de la nouvelle loi électorale, dispositions qui découpent les obstacles que rencontre nécessairement un parti révolutionnaire aux moyens extrêmement limités, a confirmé la décision de participation du Parti à la campagne électorale.

Le P.C.I. se doit de faire entendre sa voix, de montrer la situation sous son jour véritable, et non truquée, de définir le programme révolutionnaire que les seuls rapports de classes mettent à l'ordre du jour impérativement.

LE PROGRAMME DES TRAVAILLEURS

Pour l'unité du Front prolétarien, contre la minorité capitaliste, Etat major de la misère et de la guerre.

Pour le gouvernement du Front de classe, le Gouvernement Ouvrier Payson, représentant des seuls intérêts des masses laborieuses, opprimées et contrôlées par les comités démocratiquement élus par les travailleurs. Seul un tel gouvernement pourra être un gouvernement de lutte contre la misère et contre la guerre.

Contre la misère : un véritable minimum vital et l'échelle mobile appliquée à tous les salaires.

Contre la préparation à la guerre : A bas les monstrueux budgets d'armement, à bas le pouvoir des monopoles qui, pour leurs profits, ont créé les moyens de production aux œuvres de destruction militaire. Des crédits pour les logements, pour l'équipement productif, pour les écoles, pour les loisirs des jeunes.

Contre la guerre : A bas, l'Union Française, immense camp de concentration. A bas, les agressions impérialistes contre les peuples coloniaux.

Malgré la police "A BAS FRANCO !" a retenti devant l'ambassade franquiste

Le vendredi 4 mai, 500 travailleurs, à l'appel de nombreuses organisations dont le P.C.I., manifestèrent devant l'ambassade franquiste leur solidarité avec le peuple espagnol. Ils réclamèrent la rupture des relations diplomatiques avec Franco.

Nombreux furent ceux qui ne purent arriver jusqu'à l'Avenue Georges V. Dans le quartier des Champs-Élysées, le verrou de bonne coupe était plus que jamais de rigueur. Sortant du métro Georges V, les ouvriers en tenue de travail étaient immédiatement refoulés ou arrêtés par les flics qui à plus de 500 mètres de l'ambassade se ruèrent, traqua au poing, à la suite d'un groupe d'une dizaine de personnes. Tant pis si dans ces groupes se trouvaient des passants, comme cette vieille femme, jetée à terre, l'arcade sourcilière ouverte à coup de pied.

On reconnaît les méthodes de Baylot, l'ancien préfet des Bouches-du-Rhône qui en 1948 fit lancer des chiens contre les travailleurs de Port-de-Bouc. Nouvellement promu à Paris, il tenait à justifier immédiatement sa réputation.

Retrait des troupes françaises d'Indochine ; rappel du bataillon français en Corée. Aide et soutien aux mouvements d'émancipation des peuples coloniaux.

Contre les pactes de guerre : A bas le Pacte Atlantique, Sainte alliance impérialiste contre la classe ouvrière et ses conquêtes. A bas les accords de Potsdam, pacte de brigandage et d'iniquité.

Pour la solidarité internationale des exploités, pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. Les travailleurs qui porteront les peuples hors du chaos de la misère et de la guerre vers le bien-être et la culture.

Le P.C.I. est le seul parti qui défend et défendra ce programme parce qu'il est le seul parti qui n'a pas d'autres intérêts que ceux des masses travaillantes dans le monde entier. Il est le seul parti indépendant de tous les gouvernements : indépendant de Wall Street et de ses agences dans le monde. Indépendant aussi de la caste bureaucratique du Kremlin qui, depuis plus de 25 ans, s'est développée en parasite sur les conquêtes de la grande Révolution d'octobre et exerce sur les masses les manœuvres et les trahisons des gouvernements à la dévotion et renforce ses propres privilèges.

VOTEZ OUVRIER

La loi de truquage anti-ouvrier a été spécialement agencée pour empêcher les listes des petits partis, et spécialement celles du P.C.I., d'être représentées au Parlement. Les modalités financières de la loi limitent d'autre part le nombre des listes que le P.C.I. pourra présenter. Il en résulte dans plusieurs circonscriptions de la Région Parisienne où il avait recueilli aux précédentes élections un nombre notable de voix de travailleurs révolutionnaires et où subsistait la représentation proportionnelle.

Dans toutes les circonscriptions où il ne présentera pas de listes, le P.C.I. appellera les travailleurs à voter pour des candidats de partis ouvriers. Là où l'appareilment jouera entre une liste d'un parti ouvrier et des listes radicales, M.R.P. ou d'autres partis bourgeois, le P.C.I. appellera à voter pour le parti ouvrier non apparenté, c'est-à-dire, en pratique pour le P.C.F.

Constant l'absence de tout programme réel de lutte du groupement dit des « communistes français indépendants » dont les listes surgissent comme de simples opérations électorales sans lendemain. Le Bureau politique met les travailleurs révolutionnaires en garde contre ces listes.

Le Bureau politique fait appel à tous les militants du P.C.I., à tous les

sympathisants révolutionnaires pour participer avec force à la campagne électorale du 17 juin.

A tous les travailleurs le P.C.I. déclare : Quel que soit le Parlement qui sortira de ces élections c'est l'action de classe des travailleurs, c'est votre

action de classe qui décidera de votre sort.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

12 mai 1951

Le Bureau Politique du P.C.I.

NOTRE SOUSCRIPTION ELECTORALE

1^{re} LISTE CELLULE CHAUSSON.

Berthe Menri, 100; Simon R., 40; Bazin Bernard, 30; Vince, 100; Bourlet, 40; Lissou Louis, 40; Belot G., 50; Loiseau Paul, 50; Loiseau Guy, 50; Bernard, 50; Coust, 50; Feulon Camille, 50; Buchot Jean, 50; Bareck, 50; Girardot, 50; Gégane, 100; Diraux Serge, 100; Martin, 50; Bellebènech, 20; Obilin, 50. TOTAL : 1.180.

ASSEMBLEE REGIONALE, 6 MAI : 10.700.

G. B., 500; Anonyme, 500; Austerre, en mémoire de Marius Jacob, 1.000; Michard, 200; Huard, 100; Na, 85; Rodier, 2.000; Carlier, 5.000; Nica, 20.000; Perrot, 200; Cellule 13, 4.000; Cellule Courboville, 1^{er} versement, 2.200; Cellule 15, 1^{er} versement, 3.800; Cellule Marcel Mic, 1^{er} versement, 2.250; Cellule Etienne, 1^{er} versement, 2.000.

TOTAL GENERAL : 55.715.

Adresser les envois à DANIEL RENARD, 43, rue de Lioncourt (14^e) C.C.P. 5694-59 Paris

LE MOUVEMENT COMMUNISTE FRANÇAIS : Une opération de diversion

Un dur travail pour la bourgeoisie celui de préparer les élections ! Il ne suffit pas de disposer de cette énorme machine de mensonges qu'elle appelle « moyens d'information », presse, radio, cinéma, il faut encore triquer, trapper. Quel labeur pour les grands stratèges, ceux des sales combines. La trépanation de l'appareil, ce n'était pas si mal, compte tenu que pour la social-démocratie, être cocu est devenu une vocation. Mais ensuite l'imagination a fait défaut. Pas brillante, la dernière trouvaille : le Mouvement communiste français.

prolétarien, d'unir dans l'action contre la bourgeoisie les travailleurs qu'ils soient C.G.T., F.O., C.F.T.C. ou inorganisés. Le compte n'y est pas. Heureusement, M. Pezin, lui, en la sorte, il fait, force de déclarations : grand nouveau, le Mouvement Communiste.

Marcel MARIN.
(Suite page 2.)

(1) Voir La Vérité n° 272.

DE PEZIN...

Cela a commencé par un abus de confiance ou plutôt par une escroquerie. La presse bourgeoise avait découvert et annoncé à grand tapage le meeting de Lourches (1). Manque de chance, les orateurs s'ils dénoncent les méthodes stalinienne, déclarent qu'ils se refusent à faire le jeu de la bourgeoisie, et que leur seule principale est de recréer l'unité du front

EN PLEIN PARIS

ATTENTAT DU GUEPEOU contre un ouvrier albanais

Paris, le 9 mai 1951. — Le Secrétariat du Parti Communiste Internationaliste a été informé des faits suivants sur lesquels il attire l'attention de l'opinion ouvrière et progressiste.

L'Albanais Sadik Premtaj, réfugié politique demeurant à Paris où il gagne sa vie comme ouvrier, a été victime d'une agression dimanche 6 mai. Un homme dissimulé dans le couloir de l'hôtel où il demeure lui a porté un coup de hachette sur le crâne. Malgré sa blessure, S. Premtaj riposta vigoureusement et son agresseur s'enfuit en abandonnant son arme.

S. Premtaj est un des fondateurs du Parti Communiste Albanais. Il en fut exclu pour opposition à la direction stalinienne de Hodja. Il a quitté son pays pour échapper à la mort. Depuis son séjour en France il ne s'est livré à aucune activité politique, mais son autorité est grande dans tous les milieux communistes et progressistes albanais.

En ce moment sevit une crise énorme en Albanie où la terreur est déchaînée. Des dirigeants du Parti Communiste même ont été exécutés. C'est pourquoi l'agression contre S. Premtaj est signée des services policiers albanais dépendant du Guepéou.

Nous demandons à toutes les organisations ouvrières et progressistes de dénoncer ces méthodes infâmes et de stigmatiser ceux qui les utilisent dans le mouvement ouvrier.

Michel LEQUEUNE.

(Suite page 2.)

Alliance ouvrière et paysanne pour renverser Franco

Les travailleurs espagnols continuent leur lutte contre le franquisme.

Le Premier Mai a été marqué de grèves, en particulier en Catalogne, malgré le déploiement d'innombrables forces de police. La lutte continue au Pays Basque. Pamplenne a été au premier rang du combat gréviste, la semaine passée. Franco répond par plus de terreur jointe à des déclarations démagogiques contre les spéculateurs et les trafiquants. Chacun sait pourtant que c'est tout l'appareil du régime, des ministres aux derniers sous-officiers,

qui est gangrené de corruption. Personne ne croit à la possibilité des réformes, même les réactionnaires qui en parlent. Les luttes actuelles posent donc nettement la question du renversement de Franco.

Quel est le renversement ? Comment ? Quelle est l'alternative à un régime exécuté. Les réponses à ces questions semblent multiples. Pour tant elles se ramènent à deux attitudes et toute la confusion sert en fin de compte le franquisme lui-même.

